

«Le CD&V n'a pas la rage taxatoire»

LES PHRASES CLÉS

«Je ne considère pas la taxe sur les **comptes-titres** comme un trophée ni pour moi ni pour mon parti. **Nous sommes davantage fiers d'autres réalisations, qui sont hélas passées inaperçues.**»

«Un parti de gauche? Cette appellation ne me fait pas plaisir. Disons que **nous occupons une position unique.**»

«Ceux qui lancent la rumeur d'élections anticipées **jouent avec le feu.**»

INTERVIEW JASPER D'HOORE

Kris Peeters est visiblement en forme à l'heure d'aborder avec nous les défis du gouvernement fédéral pour 2018. Le vice-Premier ministre CD&V revient tout d'abord sur le cas de Theo Francken, le secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations (N-VA), dans la tourmente à la suite de l'affaire des Soudanais expulsés.

Dans votre parti, certains réclament la démission de Theo Francken. Quelle est votre position?

Les droits humains de ceux que nous renvoyons dans leur pays doivent toujours être respectés. Le gouvernement a demandé une enquête sur les témoignages et le fonctionnement des services belges. Les premiers résultats devront être rapidement clarifiés et évalués. En même temps, nous voulons un contrôle externe sur la manière dont les personnes sont renvoyées, afin d'éviter à l'avenir ce genre de discussion.

La conclusion de tout cela, n'est-ce pas un aveu d'impuissance du Premier ministre et du CD&V qui trouvent que Francken va trop loin, mais qui n'osent pas lui barrer la route?

La question de savoir s'il a menti est un problème entre lui et le Premier ministre. Je ne pense pas que Michel en sorte affaibli, car Francken a présenté des excuses. Pour le reste, il est trop tôt pour tirer des conclusions.

Juste avant les vacances de Noël, le gouvernement Michel a décidé de scinder l'accord estival. L'impôt des sociétés a été approuvé à la Chambre. Le travail complémentaire sans impôt et votre taxe sur les comptes-titres n'ont pas encore été approuvés. Peut-on dire que vous n'avez guère de trophées à votre actif pour l'instant?

Nous avons des accords à ce sujet. Je pars du principe qu'ils seront respectés et que ces réformes seront approuvées. Mais je ne considère

pas la taxe sur les comptes-titres comme un trophée ni pour moi ni pour mon parti. Nous sommes davantage fiers d'autres réalisations, qui sont hélas passées inaperçues. Au moment de l'accord estival, j'ai présenté une liste de neuf priorités, comme la baisse des impôts sur la construction et l'ajustement de la période d'essai. Elles sont toutes été approuvées.

Pourquoi vous distanciez-vous de la taxe sur les comptes-titres? Votre parti souhaitait une taxe sur les grandes fortunes, non?

Nous estimions que si l'impôt des sociétés était réformé, il fallait également envisager de réformer l'impôt des personnes physiques. Mon parti plaide pour une «dual income tax», c'est-à-dire un système où les revenus du travail sont taxés à des taux progressifs et les revenus du capital à un taux unique. Il nous semblait donc logique, parallèlement à une réforme de l'impôt des sociétés, d'introduire une taxe sur les plus-values sur actions, en franchissant ainsi une première étape en direction d'une fiscalité plus équitable. Nous avons pour cela mis sur pied un système bien pensé, où par exemple nous proposons que les actionnaires de PME soient exonérés. Pour nos partenaires de coalition, c'était une fin de non-recevoir, et c'est pourquoi le Premier ministre a élaboré la taxe sur les comptes-titres, comme solution alternative. Ce sont surtout les autres qui disent aujourd'hui que cette taxe est notre trophée.

Que vous avez tout de même accepté avec reconnaissance?

Je m'inquiète de cette image d'un CD&V souhaitant coûte que coûte introduire de nouveaux impôts. Nous ne voulons pas être perçus comme un parti ayant la rage taxatoire. Car c'est faux. Nous défendons une fiscalité juste. La taxe sur les comptes-titres est une étape dans cette direction. Dans la réforme de l'impôt des sociétés, on trouve aussi des mesures qui apportent plus d'équité sur le plan fiscal. Mais nous devons aller plus loin. C'est ce que les citoyens attendent après tous les leaks et papers qui ont démontré que les

plus grosses fortunes pouvaient encore trop souvent éluder les impôts.

L'Open Vld et la N-VA avaient eux aussi déjà proposé une réforme fiscale. Peut-on l'attendre pendant cette législature? Nos propositions pour une «dual income tax» sont prêtes, mais il n'est pas réaliste de penser que nous arriverons à boucler ce projet pendant cette législature. Le temps nous manque. Je trouve que c'est un signal positif que les autres y réfléchissent aussi. Je vois même que l'Open Vld, dans ses propositions de taux de taxation unique, reprend soudainement l'introduction d'une taxe sur les plus-values sur actions. Certaines idées sont en train de faire leur chemin. Il faut parfois se montrer patient pour avoir raison.

Charles Michel estime que le gouvernement supporte la comparaison avec les cinq gouvernements précédents et que la politique gouvernementale est «visionnaire». Mais il semble être le seul à le penser.

C'est toujours mieux quand ce sont les autres qui le disent. Mais prenez nos réformes concernant le travail faisable et maniable. Ou l'augmentation salariale générale de 1,1%. Prenez l'excellent travail de mon collègue de parti Koen Geens dans le domaine de la justice. Ou encore la réforme des pensions, avec le report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans et les mesures qui doivent encore être prises pour les métiers pénibles. Qui se loue s'emboûe, mais force est de reconnaître que nous ne nous en sortons pas trop mal, non?

Trouvez-vous vraiment que c'est un beau palmarès? Le CD&V occupe une position plutôt difficile au sein du gouvernement. Au début, nous avons dû trouver notre place. Avec trois partis libéraux et un parti démocrate-chrétien...

Etes-vous un parti de gauche?

Un parti de gauche? Cette appellation ne me fait pas plaisir. Disons que nous occupons une position unique. Lorsque nous sommes

entrés dans ce gouvernement, nous avons compris que les choses ne seraient pas faciles. Ce n'est pas un hasard si à l'époque on parlait de gouvernement kamikaze. Le débat est souvent mené sur le fil du rasoir, mais nous arrivons toujours à trouver des compromis.

À cause de ce positionnement à gauche, on dit que votre parti court après les syndicats.

Je conteste fermement l'idée que je cours après qui que ce soit. Tout le monde s'est retrouvé dans la rue pour s'opposer à ma proposition de loi sur le travail faisable et maniable, même si cela s'explique surtout par un manque d'informations. Certains prétendaient que la semaine de 38 heures serait remplacée par une semaine de 45 heures, ce qui était totalement insensé. Et j'ai défendu

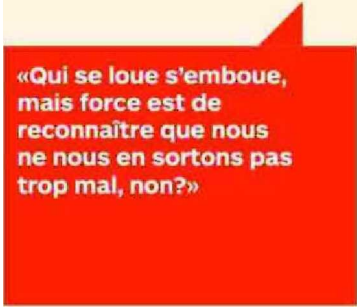
bec et ongles le saut d'index, ce qui n'est tout de même pas une mesure qui a fait plaisir aux syndicats. D'un autre côté, il est tout à fait normal qu'un ministre de l'Emploi soit à l'écoute des partenaires sociaux. Si les syndicats et les organisations patronales viennent avec des arguments valables, nous devons en tenir compte. Mais dans ce cas, ils doivent arriver à un accord. Par exemple sur la période d'essai et le commerce en ligne, ils ont eu beaucoup de temps pour conclure un accord, mais ils n'ont pas réussi. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de trancher.

La majorité vous reproche d'être son principal opposant.

C'est injuste. Je regrette que l'on me fasse ce genre de reproche. J'essaie au contraire de l'éviter.

À cause de ces mauvaises relations, on entend dire de plus en plus souvent que le gouvernement ne tiendra pas jusqu'en 2019. Devons-nous nous préparer à des élections fédérales en octobre, en même temps que les élections communales?

Ceux qui lancent ce genre de rumeur jouent avec le feu. Nous attendons une croissance de 2% et nous créons beaucoup d'emplois, mais les entreprises ne réussissent pas à combler les postes vacants. Nous devons aujourd'hui continuer à travailler pour ne pas freiner la croissance et prendre des décisions pour apporter une réponse à cette guerre des talents. De plus, nous devons conclure un pacte énergétique et un pacte d'investissement. Ce serait une grave erreur de s'arrêter maintenant.



«Qui se loue s'emboue,
mais force est de
reconnaître que nous
ne nous en sortons pas
trop mal, non?»